

Mardi 08 septembre 2026

» PRESSE NATIONALE

Politique 



DÉVELOPPEMENT : LA BAI VEUT RENFORCER SON APPUI À LA CÔTE D'IVOIRE

La Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAI) entend renforcer son partenariat avec la Côte d'Ivoire. Reçue en audience le lundi 7 septembre 2026 par le Premier Ministre Robert Beugré Mambé, la nouvelle présidente de l'institution financière, Zou Jiayi, élue en janvier dernier, a réaffirmé la disponibilité de la banque à accompagner le développement du pays, notamment dans les secteurs des infrastructures. Au terme de cette rencontre, Mme Zou Jiayi s'est dite satisfaite des échanges avec le Premier Ministre et a exprimé la volonté de la banque d'accentuer son accompagnement à la Côte d'Ivoire, principalement dans la mise en œuvre du Plan national de développement 2026-2030. « La Côte d'Ivoire est très important pour la BAI. Nous avons échangé sur les priorités de votre pays et nous avons trouvé un alignement très étroit avec nos politiques (...). Nous croyons que la BAI peut être une plateforme pour aider le développement de la Côte d'Ivoire mais aussi, la coopération régionale et sous-régionale », a-t-elle fait savoir.



GOVERNEMENT IVOIRIEN / APRÈS UN MOIS DE VACANCES : LES MINISTRES RETROUVENT LEURS BUREAUX

C'est la reprise des classes. Après un mois de vacances, les ministres du gouvernement Robert Beugré Mambé II ont repris les activités le lundi 07 septembre 2026. De nombreux dossiers sont sur la table des ministres, dont celui de l'orpaillage illégal, la mission d'évaluations du Gafi et autres. « Une nouvelle semaine s'ouvre, marquant la reprise des activités. Avec détermination, responsabilité et sens du devoir, l'action publique se poursuit au service des populations et de l'intérêt général. Que cette reprise soit placée sous le signe de l'engagement, de l'efficacité et de la recherche constante de résultats », a relayé le ministre de l'Intérieur et de la sécurité, le Général Vagondo Diomandé sur sa page Facebook.



PASSATION DES CHARGES ENTRE L'EX-SG DE LA CEI ET LE LIQUIDATEUR : LA FERMETURE OFFICIELLE DE L'EX-CEI A DÉMARRÉ

Une étape importante dans le processus de la fermeture administrative de l'ex-Commission électorale indépendante (CEI) vient d'être enclenchée. En effet, hier lundi 7 septembre 2026, a eu lieu la passation des charges entre le secrétaire général sortant de la défunte institution électorale, Kouassi Guy Éloge Macaire, et le liquidateur désigné, Lassana Sylla, administrateur des services financiers. Cette rencontre s'est déroulée en présence du haut représentant du Président de la République, Gilbert Koné Kafana. Dans son adresse, le secrétaire général de CEI dissoute a indiqué que cette liquidation n'est pas une simple clôture d'activité, mais une orientation vers d'autres perspectives. « Si aujourd'hui nous mettons un terme à l'existence juridique et administrative de la CEI, nous ne mettons pas fin aux liens, aux expériences et aux valeurs qui ont construit, qui ont été construites au fil du temps. En définitive, nous pouvons considérer cette liquidation non pas comme une simple clôture, mais comme une transition vers de nouvelles perspectives », a indiqué Kouassi Guy Euloge.

INSTALLATION DU LIQUIDATEUR DE LA CEI, HIER : VOICI LES PRIORITÉS POUR LASSANA SYLLA

Nommé le 1er septembre 2026, c'est l'administrateur général des services financiers, Lassana Sylla, qui sera en charge de la liquidation de l'ex-Commission électorale indépendante (CEI). Il a été installé lors d'une cérémonie, le lundi 7 septembre 2026, au siège de la défunte Institution, à Cocody-Les-Deux-Plateaux. A en croire l'ex-directeur des Affaires financières du ministère de l'Economie et des Finances, trois principaux défis se posent à son équipe et lui dans le cadre de cette mission de liquidation, à savoir la gestion des ressources humaines, du matériel et de la logistique ainsi que l'aspect financier. Avec un accent particulier sur le cas des hommes et femmes qui ont animé des années durant l'organe de gestion des élections. « Conformément aux textes en vigueur et aux orientations du gouvernement, nous procéderons à une analyse rigoureuse de la situation de chaque agent et, le cas échéant, à la juste liquidation de ses droits sociaux dans l'équité et la justice », a promis le liquidateur.

COOPÉRATION DIPLOMATIQUE / POUR SA SORTIE OFFICIELLE : LE PRÉSIDENT DU CES DU BÉNIN EN VISITE DE TRAVAIL AU CESEC À ABIDJAN

Le président Conseil Économique, Social, Environnemental et Culturel (CESEC), Dr Eugène Aka Aouélé, a accordé hier, lundi 7 septembre 2026, une audience à son homologue béninois, Abdoulaye Bio Tchané, nouveau président du Conseil Économique et Social (CES) du Bénin, qui effectuait là son premier déplacement officiel à l'étranger depuis son entrée en fonction. La primeur accordée à la Côte d'Ivoire revêt une portée hautement symbolique. Elle témoigne de la solidité des relations fraternelles, d'amitié et de partenariat qui lient les deux nations et leurs organes consultatifs respectifs. Lors des échanges, le Président Abdoulaye Bio Tchané a d'ailleurs tenu à souligner que ce rapprochement s'inscrit dans la continuité de la convention de coopération signée à Abidjan le 3 août 2017 par leurs prédécesseurs respectifs, feu Charles Koffi Diby et feu Augustin Tabé Gbani.

COOPÉRATION CÔTE D'IVOIRE-BÉNIN : LE BÉNIN S'INSPIRE DU MODÈLE IVOIRIEN

Face aux mutations économiques, sécuritaires et environnementales qui frappent l'Afrique de l'Ouest, les instances consultatives ajustent leur modèle de gouvernance. À l'occasion de sa visite de travail au CESEC de Côte d'Ivoire, le président du CES du Bénin, Abdoulaye Bio Tchané, a présenté les grands axes de la profonde restructuration de son institution. Cette rencontre entre les Conseils économiques et sociaux de la Côte d'Ivoire et du Bénin permet de partager de bonnes idées et de s'attaquer à des problèmes urgents comme l'orpaillage illégal, l'emploi des jeunes et l'entrepreneuriat des femmes. Elle renforce leur collaboration pour mieux aider les populations. À Abidjan, le président Bio Tchané en a profité pour exposer la métamorphose que connaît aujourd'hui l'institution béninoise. Héritier, en effet, d'une institution profondément rénovée par les lois organiques de juillet 2024 et juin 2026, Abdoulaye Bio Tchané a détaillé sa vision axée sur « la renaissance et l'utilité institutionnelles ».

LUTTE CONTRE L'ORPAILLAGE ILLÉGAL / RÉPRESSION, RESTAURATION ÉCOLOGIQUE... : DU CYANURE SAISI ET DÉTRUIT PAR DES ÉLÉMENTS DE LA BSSI

La lutte contre l'orpaillage illégal se poursuit dans le nord de la Côte d'Ivoire. La Brigade spéciale de surveillance et d'intervention (BSSI) a mené, le dimanche 6 septembre 2026, une importante opération dans la région du Poro, précisément sur deux sites clandestins situés à Oumbolo et Tangaffla, à proximité de Korhogo. Baptisée « Filet Vert du Nord », cette intervention a permis de neutraliser d'importants moyens utilisés dans l'exploitation illégale de l'or, mais aussi de mettre la main sur trois bidons de cyanure, un produit chimique particulièrement toxique... Le bilan matériel de l'intervention est particulièrement important. Au total, 55 concasseurs, 122 abris de fortune, 23 motopompes, 35 raccords divers, 523 sacs de minerai, 57 treuils, 7 brouettes, 3 motos, 5 bobines, 50 laveries et 42 tapis de lavage ont été détruits. La neutralisation de ce matériel devrait fortement réduire les capacités opérationnelles des exploitants clandestins présents sur ces deux sites.

BLOLÉQUIN / LUTTE CONTRE L'ORPAILLAGE ILLÉGAL : DES PERSONNES INTERPELLÉES, DU MATÉRIEL DÉTRUIT

Autorités administratives, élus, cadres, forces de défense et de sécurité, chefs de terre, acteurs du secteur minier se sont retrouvés au foyer des jeunes de Bloléquin autour d'une même préoccupation : la lutte contre l'orpaillage illégal. Une rencontre de sensibilisation initiée récemment par le préfet du département

de Bloléquin, Gbagbeu Gué Gilbert. Le bilan de la lutte, du 1er janvier au 26 août, dans le département, fait état de l'interpellation de 15 personnes et de la destruction ou la saisie de 18 motos, 119 motopompes, 172 concasseurs, 94 dragues... appartenant aux orpailleurs. Face à la progression des activités minières illégales dans certaines localités et dans la forêt classée de Goin-Débé, l'administration préfectorale veut agir en amont. Informer les populations sur les risques et les conséquences de l'orpaillage.

Economie 



BONNE GOUVERNANCE : LA HABG VEUT FAIRE DE L'INTÉGRITÉ UN LEVIER DE CROISSANCE POUR LES PME

La Haute autorité pour la bonne gouvernance (HABG) veut renforcer la culture de l'intégrité au sein des petites et moyennes entreprises (PME) ivoiriennes. À l'ouverture, lundi 7 septembre 2026 à Yamoussoukro, de la troisième cohorte du Programme d'accompagnement à l'intégrité financière des PME (PAIF-PME Propre), son président, Zoro Bi Ballo Epiphane, a appelé les dirigeants à faire de la transparence et de la conformité des leviers de performance. Organisée à l'Académie de la Bonne Gouvernance et du Leadership Anti-Corruption (ABG-LAC), la session réunit environ 200 dirigeants et référents de PME du District de Yamoussoukro et des localités environnantes. Pour le président de la HABG, l'intégrité financière ne saurait se limiter à un ensemble de procédures administratives.



AUDIT ET CONTRÔLE / POUR CONSOLIDER LE DISPOSITIF DE SURVEILLANCE DES RISQUES : AHOUA N'DOLI MET LES INSPECTEURS GÉNÉRAUX EN MISSION

L'Inspection générale d'État (IGE) veut améliorer le dispositif de surveillance des risques. Lors du lancement de la revue de la mise en œuvre de l'Audit basé sur les risques (Abr) et le suivi des recommandations, le jeudi 3 septembre 2026, à l'auditorium de la Primature, au Plateau, l'Inspecteur général d'État, Ahoua N'Doli Théophile a appelé les Inspecteurs généraux à se pencher sur la réalisation urgente et réussie de cet exercice qui vise à doter l'État d'un dispositif général de management des risques et de contrôle interne... S'il s'est satisfait des résultats « encourageants » déjà obtenus par les acteurs du corps de contrôle administratif dans le cadre de la cartographie des risques dans la quasi-totalité des départements ministériels, l'IGE a appelé les Inspecteurs généraux à franchir une nouvelle étape dans la mise en œuvre de cette réforme.



JOURNÉE MONDIALE DE L'EMBALLAGE : LE GOUVERNEMENT VEUT DÉVELOPPER LA FILIÈRE

Le gouvernement ivoirien veut donner une nouvelle impulsion à la filière de l'emballage. Dans une déclaration publiée à l'occasion de la première Journée mondiale de l'emballage célébrée en Côte d'Ivoire, le ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat, Kalil Ibrahim Konaté, a rappelé l'importance de ce secteur pour le développement économique du pays. Selon lui, l'emballage joue un rôle essentiel dans plusieurs domaines comme l'agriculture, l'agroalimentaire, la pharmacie, la cosmétique et l'industrie. Il permet de protéger les produits, de limiter les pertes après les récoltes, de faciliter leur transport et d'améliorer leur qualité. Le ministre a expliqué que le développement de cette filière contribuera aussi à renforcer la transformation locale des matières premières, à soutenir les entreprises ivoiriennes et à créer davantage d'emplois. Cette ambition s'inscrit dans le PND 2026-2030. Dans ce cadre, le gouvernement prévoit de renforcer le Cluster Plasturgie et Emballage afin d'améliorer les capacités de production et la compétitivité des entreprises du secteur.



DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE / MISE EN ŒUVRE DE LA FEUILLE DE ROUTE DE L'UNION AFRICAINE : DES EXPERTS AFRICAINS CONSOLIDENT LA PLATEFORME NUMÉRIQUE DE SUIVI

Une cinquantaine d'experts nationaux et régionaux prennent part, du 7 au 9 septembre, à un atelier sur la capture du dividende démographique. Il s'agit précisément d'un atelier technique d'opérationnalisation de la plateforme numérique de suivi de la mise en œuvre de la feuille de route de l'Union africaine (Ua) sur la capture du dividende démographique en Afrique. C'est une initiative du bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest, de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (Cea), en partenariat

avec le bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre du Fonds des Nations unies pour la population (Unfpa)... La cérémonie d'ouverture de l'atelier a été présidée par le ministre du Plan et du Développement, Souleymane Diarrassouba. Il a salué cette initiative qui contribuera, selon lui, au renforcement des systèmes de collecte et à l'amélioration durable de la qualité des données démographiques dans les pays pilotes.



FILIÈRE CACAO : L'AMBASSADEUR ALY TOURÉ SALUE LA COOPÉRATION IVOIRO-GHANÉENNE

La Côte d'Ivoire et le Ghana sont plus que jamais engagés pour assurer une meilleure commercialisation du cacao au bénéfice des producteurs. Le 4 septembre dernier, à Londres, le porte-parole des pays producteurs de cacao à l'Organisation internationale du cacao (Icco), l'ambassadeur Aly Touré, a salué le rôle central du Ghana dans la défense des revenus des planteurs lors d'un hommage au patron sortant de la filiale de commercialisation du deuxième producteur mondial. L'Ivoirien Aly Touré assistait à une cérémonie organisée à l'Ambassade du Ghana pour le départ de Fuad Abubakar Mohammed, qui quittera le 30 septembre ses fonctions de directeur général de la Ghana Cocoa Marketing Company (Gcmc), filiale du Ghana Cocoa Board (COCOBOD), après un mandat de cinq ans. Accueilli par la cheffe de la mission diplomatique ghanéenne au Royaume-Uni, Zata Sabah Benson, le diplomate ivoirien a rappelé les « liens séculaires » entre Abidjan et Accra, tout en vantant « l'initiative Côte d'Ivoire-Ghana ».

Société



RESOCIALISATION ET INSERTION PROFESSIONNELLE : LES CENTRES DE SERVICE CIVIQUE OFFRENT UNE DEUXIÈME CHANCE AUX JEUNES

Resocialisation, alphabétisation, renforcement de la discipline, du civisme, de la citoyenneté, formation etc. Chaque année, ce sont des centaines de jeunes qui, ayant repris confiance et acquis des compétences sortent des centres de service civique, bien déterminés à prendre en main leur avenir. Tioroniaradougou, sis à environ cinq kilomètres de Korhogo. Lundi 20 juillet. Centre de service civique de la localité. Les pensionnaires préparent leur sortie programmée pour le samedi 25 juillet, rapporte le Centre d'Information et de Communication gouvernementale (CICG). L'effervescence prévalant sur le site et la gaieté sur les visages des pensionnaires du centre traduisent la confiance retrouvée et sûrement la perspective de lendemains meilleurs pour ces jeunes. Encadreurs et pensionnaires s'activent. Sauf que la bonne ambiance ne déroge pas à la discipline militaire. « Être dans ce centre représente une grande chance. Après mon passage ici, je peux avoir un boulot, un travail pour moi-même, pour l'avenir », assure Marius Dolou, ex-migrant.



BOUAKÉ : MAMADOU TOURÉ OUVRE UN GUICHET-EMPLOI AU LYCÉE TECHNIQUE

Le ministre de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion professionnelle et du Service civique, Mamadou Touré, a procédé, hier lundi à Bouaké, à l'ouverture officielle du Guichet Emploi du Lycée technique de Bouaké. La cérémonie s'est tenue en marge de l'atelier bilan de l'année de formation 2025-2026, initié par le ministre délégué auprès du ministre de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de l'Enseignement technique, chargé de l'Enseignement technique. L'événement a enregistré la présence du ministre délégué chargé de l'Enseignement technique Jean Louis Moulot, du ministre des Transports et des Affaires maritimes et maire de la commune de Bouaké, Amadou Koné, ainsi que du ministre des Eaux et Forêts et président du Conseil régional du Gbêkê, Jacques Assahoré. Prenant la parole, Mamadou Touré a situé cette initiative dans la dynamique du PND 2026-2030 et du Programme Jeunesse du Gouvernement 2026-2030, élaboré avec la contribution de vingt-cinq ministères.



RENTÉE SCOLAIRE 2026-2027 / A TRAVERS UNE LETTRE ADRESSÉE AUX PERSONNELS : N'GUESSAN KOFFI S'ATTAQUE AUX MAUX DE L'ÉCOLE ET DONNE DES INSTRUCTIONS

La ministre de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de l'Enseignement technique (Menaet), N'Guessan Koffi, vient d'adresser une lettre circulaire aux personnels de son ministère. Celle-ci a été rendue publique, le lundi 7 septembre 2026, soit à une semaine de la rentrée scolaire du lundi 14 septembre 2026. Il explique le sens de son slogan "La Côte d'Ivoire à l'école", axé sur la vision que porte son

ministère, à savoir « faire du système Education-Formation le moteur du développement durable de notre pays ». A l'en croire, après plusieurs années de réformes engagées à tous les niveaux, le moment est venu d'en dresser un bilan lucide, d'en corriger les insuffisances et de bâtir, avec l'ensemble des acteurs de l'école, les politiques qui permettront au système éducatif de franchir un nouveau cap qui repose sur 7 priorités.



ENSEIGNEMENT TECHNIQUE : LES FORMATEURS À L'ÉCOLE DU NUMÉRIQUE

Le ministre délégué auprès du ministre de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de l'Enseignement technique, chargé de l'Enseignement technique, Jean-Louis Moulot, a lancé la formation des formateurs sur le numérique. Lors d'une cérémonie organisée le vendredi dernier, au lycée technique d'Abidjan-Cocody. Cette formation s'inscrit dans le cadre d'un programme panafricain. Elle vise également à renforcer les compétences numériques des formateurs et à favoriser l'intégration des outils et usages numériques dans les dispositifs d'enseignement et de formation techniques et professionnels. « Ce que vous y apprendrez devra trouver son prolongement dans nos salles de classe, nos ateliers et nos laboratoires », a exhorté le ministre Jean-Louis Moulot. Le Plan national de développement (PND) 2026-2030 accorde une place essentielle au développement du capital humain, à l'acquisition de compétences adaptées aux besoins de l'économie et à l'accélération de la transformation numérique.



FDFP CONNECT : PLUS DE 5 000 ENTREPRISES ENRÔLÉES À CE JOUR

Dans le cadre de la mise en œuvre de FDFP Connect, la plateforme digitale du Fonds de Développement de la Formation professionnelle (FDFP), plus de 5 000 entreprises ont été enrôlées à ce jour, apprend-on de l'institution dans une publication diffusée lundi 7 septembre 2026 sur WhatsApp. Selon le FDFP, cette plateforme vise à simplifier les démarches administratives et à permettre un suivi en temps réel des projets et plans de formation. « La plateforme FDFP Connect a été conçue pour simplifier vos démarches et vous permettre d'accéder plus facilement aux services du FDFP », écrit la structure, invitant les entreprises encore hésitantes à se faire enrôler. « N'attendez plus ! Effectuez votre enrôlement dès aujourd'hui et rejoignez les plus de 5 000 entreprises déjà enrôlées sur FDFP Connect », exhorte le FDFP. Lancée par le Fonds de développement de la formation professionnelle en mars dernier, cette nouvelle plateforme digitale traduit l'ambition de l'institution d'améliorer ses relations avec les usagers.



LUTTE CONTRE LE CANCER PÉDIATRIQUE : UNE CAMPAGNE DE SENSIBILISATION LANÇÉE

En Côte d'Ivoire, près de 471 enfants décèdent du cancer chaque année et environ 1 090 nouveaux cas sont détectés, selon Globocan 2024. Pour intensifier la sensibilisation du public à cette pathologie, le ministère de la Santé, de l'Hygiène publique et de la Couverture maladie universelle a lancé une campagne dénommée « Septembre en or 2026 ». Selon un communiqué, le lancement de cette campagne, à travers le Programme national de lutte contre le cancer (PNLCA), a eu lieu le 3 septembre, au siège de l'Unicef Côte d'Ivoire, à Cocody. Représentant la Coalition des organisations de lutte contre le cancer (Colcc), Me Fatika Fatou a indiqué que cette opération vise à donner une « nouvelle dimension » à la mobilisation contre les cancers pédiatriques. Pour sa part, le professeur Adoubi Innocent, directeur coordonnateur du PNLCA, représentant le ministre de la Santé, a expliqué que face au déficit de ressources humaines spécialisées, le ministère a entrepris des démarches afin de se doter de médecins et d'infirmiers spécialisés en oncologie d'ici deux ans, en vue de renforcer la prise en charge.



DÉPISTAGE DIFFÉRENCIÉ DU VIH : UN CONCOURS NATIONAL LANÇÉ

Le Réseau des professionnels des médias pour la promotion de la santé et de l'environnement en Côte d'Ivoire (REPMASCI) et le Fonds national de lutte contre le sida (FNLS) ont lancé, vendredi 4 septembre 2026 à Abidjan-Cocody, un concours national de productions médiatiques sur le thème « dépistage différencié du VIH ». Cette initiative vise à renforcer l'information et la sensibilisation des populations sur cette approche de dépistage. Les journalistes intéressés peuvent soumettre leurs productions du 4 septembre au 5 octobre 2026. Les candidats devront présenter deux productions, dont une interview, obligatoirement, et un reportage ou une enquête.



1ER SOMMET LUMIÈRE DAVOS DU CINÉMA : FRANÇOISE REMARCK PREND PART AUX ÉCHANGES

La ministre de la Culture et de la Francophonie, Françoise Remarck, a pris part, ce lundi 7 septembre 2026, à Saint-Paul-de-Vence, au premier Sommet Lumière, consacré à l'avenir du cinéma et de l'image animée, à Davos, en Suisse. Co-présidé par le président de la République française, S.E.M. Emmanuel Macron, et le président de la République de Corée, S.E.M. Lee Jae-myung, ce rendez-vous international de haut niveau rassemble des représentants d'États, des décideurs publics, des créateurs ainsi que des acteurs majeurs du cinéma, de l'audiovisuel, de l'animation et du jeu vidéo venus des cinq continents. L'information provient de la page Facebook dudit ministère. Françoise Remarck conduit à cette occasion la délégation ivoirienne, composée de professionnels du secteur du ministère de la Culture et de la Francophonie et du ministère de la Communication.



CARAVANE VACANCES LOISIRS 2026 / DE DABOU À BOUNDIALI : COMMENT LE MINISTRE SIANDOU FOFANA RAPPROCHE LES LOISIRS DES POPULATIONS

De Dabou à Boundiali, la Caravane Vacances Loisirs 2026 a choisi d'aller au-devant des populations. Du 17 août au 4 septembre, l'initiative portée par le ministère du Tourisme et des Loisirs a sillonné douze localités ivoiriennes, proposant gratuitement des activités ludiques, culturelles, traditionnelles et numériques. Plus de 50 000 personnes ont participé à cette édition, selon une note du ministère transmise à L'Inter. Derrière les jeux et les animations de vacances, le dispositif entend répondre à une question plus large : comment rendre les loisirs accessibles au plus grand nombre, y compris dans les localités éloignées des grands centres urbains ? Sous l'impulsion du ministre du Tourisme et des Loisirs, Siandou Fofana, la caravane défend une approche fondée sur la proximité. Plutôt que d'attendre que les populations se déplacent vers les infrastructures de loisirs, le ministère fait le choix d'amener directement l'offre dans les quartiers, les villes et les régions.



LOISIRS EN MILIEU SCOLAIRE / PECLES 2027-2030 : L'ÉCOLE IVOIRIENNE S'OUVRE AUX LOISIRS

L'école ivoirienne veut faire une plus grande place au loisir éducatif. Le Programme Educatif pour la culture du loisir dans l'environnement scolaire (PECLES) entre dans une nouvelle phase avec l'ambition de toucher plus d'un million d'élèves à l'horizon 2030. Le 4 septembre 2026, les chefs d'établissement réunis autour du Réseau du Tourisme, des Loisirs et de la Culture (Rtloc) et du Groupement national des cadres mutuels pour l'éducation et le développement en milieu rural (Gcmedmir) ont découvert les grandes orientations du PECLES 2027-2030. La rencontre s'est tenue au siège du Fonds de Développement Touristique (FDT), en présence de son président, Dr Marcel N'Guettia, et de la directrice générale des Loisirs, Isabelle Anoh, sous la conduite du directeur des Parcs de Loisirs, d'Attraction et des Jeux Numériques, Mamadou Keïta. Cette présentation intervient après la cérémonie nationale de lancement organisée le 5 août 2026 à l'Ecole nationale d'administration (Ena), sous le parrainage du ministre du Tourisme et des Loisirs, Siandou Fofana.



VU SUR LE NET



DISSOLUTION DE LA CEI : GILBERT KONÉ KAFANA ANNONCE UNE NOUVELLE ÉTAPE POUR LA GESTION DES ÉLECTIONS

Le Haut Représentant du Président de la République, Gilbert Koné Kafana, a indiqué, lundi 7 septembre 2026 à Abidjan, que la dissolution de la Commission électorale indépendante (CEI) ouvre « une nouvelle étape » dans la vie institutionnelle du système électoral ivoirien, avec la création prochaine de nouveaux organes chargés de la gestion du processus électoral. M. Kafana s'exprimait lors de la cérémonie officielle d'installation de Lassana Sylla en qualité de liquidateur de l'ex-CEI, organisée au siège de l'institution, conformément à l'ordonnance n°2026-265 du 6 mai 2026 portant dissolution de la CEI. Au

nom du Président de la République, Alassane Ouattara, le Haut Représentant a expliqué que cette dissolution s'inscrit dans une volonté d'amélioration continue du système de gouvernance électorale, afin de tenir compte des expériences passées, de l'histoire du pays ainsi que des normes et standards sous-régionaux et internationaux en matière d'élections.



PRIX NATIONAL D'EXCELLENCE : LA COTE D'IVOIRE MET LE MÉRITE A L'HONNEUR

Récompenser le mérite, encourager l'effort et valoriser celles et ceux qui se distinguent par leurs résultats, c'est la vocation du Prix national d'excellence. Réinstitué en 2013, après une dernière édition organisée en 1997, le Prix national d'excellence est devenu au fil des années un rendez-vous de reconnaissance du mérite en Côte d'Ivoire. Il distingue des femmes, des hommes, des jeunes, mais aussi des entreprises et des structures qui se démarquent dans différents domaines de la vie nationale. Des parcours différents, mais une même reconnaissance, celle du travail accompli et de l'engagement. Parmi eux, Prince Aka, lauréat du Prix national d'excellence 2025 dans la catégorie « Éducation nationale et examens ». Au baccalauréat série C, le jeune s'est illustré avec 374 points sur 400. Une performance qui lui vaut cette reconnaissance nationale, qu'il accueille avec fierté. « Je suis vraiment très heureux d'être aujourd'hui la fierté de mes parents et de la nation », témoigne-t-il.

Economie ↗



SYSTÈMES ALIMENTAIRES RÉSILIENTS : LA COTE D'IVOIRE PRÉSENTE LES RÉSULTATS DU 2PAU-CI A KIGALI

Le ministre délégué chargé des Productions vivrières, Bernard Kini Comoé, a présenté, le mercredi 2 septembre 2026 à Kigali, au Rwanda, les résultats du Programme de production alimentaire d'urgence (2PAU-CI) lors d'un panel de haut niveau organisé en marge du Forum africain des systèmes alimentaires (AFSF). Invité par la Banque africaine de Développement (BAD), il est intervenu sur le thème : « De la réponse d'urgence à des systèmes alimentaires résilients : déployer à l'échelle les technologies, les partenariats et les investissements pour l'avenir de l'Afrique ». Dans son intervention, le ministre a rappelé que la pandémie de Covid-19, les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales et la hausse des prix des intrants agricoles ont mis en évidence la vulnérabilité des systèmes alimentaires africains et la dépendance de plusieurs pays aux importations de produits de première nécessité. Pour y répondre, le gouvernement ivoirien, avec l'appui de la BAD et de l'Agence japonaise de Coopération internationale (JICA), a mis en œuvre le Programme de production alimentaire d'urgence (2PAU-CI) de décembre 2022 à décembre 2025.



Restez connectés à l'actualité du gouvernement
en vous abonnant à ses réseaux sociaux officiels



+225 07 87 36 36 36



Centre d'appel
du Gouvernement



Pour toute information, prière contacter le Centre d'information et de Communication Gouvernementale (CICG).
Contact : +225 27 22 22 03 90 / 07 07 09 97 51 - Email : info@cicg.gouv.ci - Site Web : www.gouv.ci

© Cette revue de presse est produite par le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale et mise à la disposition des structures ministérielles. Elle n'exprime pas l'opinion du CICG, et ne saurait aucunement engager le Gouvernement de Côte d'Ivoire. Les surtitres et les titres sont ceux des articles de presse à l'original. Prière d'en tenir compte si vous lisez, réimprimez, copiez, archivez ou renvoyez ledit document.

L'ACTUALITÉ GOUVERNEMENTALE À PORTÉE DE CLIC ! 🖱️

Avec www.gouv.ci,
accédez à l'essentiel de la vie publique : décisions
des Conseils des ministres, démarches administratives,
actualité nationale.



Cicg

www.gouv.ci 101

www.gouv.ci - Une information publique, officielle et fiable